



Mercredi 2 janvier 1957,  
à 15 h. 20

New-York

**SOMMAIRE**

Page

Point 27 de l'ordre du jour:

Développement économique des pays sous-développés  
(suite):

- a) Question de la création d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique: rapport du Comité *ad hoc*;
- b) Problèmes fiscaux internationaux: rapport du Conseil économique et social;
- c) Industrialisation des pays sous-développés

Discussion générale (suite) ..... 113

Président: M. Mohammad MIR KHAN (Pakistan).

**POINT 27 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Développement économique des pays sous-développés (A/3154, A/3192) [suite]:**

- a) **Question de la création d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique: rapport du Comité *ad hoc* (A/3134 et Corr.2);**
- b) **Problèmes fiscaux internationaux: rapport du Conseil économique et social;**
- c) **Industrialisation des pays sous-développés**

**DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)**

1. M. LOUGH (Nouvelle-Zélande) déclare que, s'il ne faut pas sous-estimer les effets cumulatifs qu'auront à la longue les efforts entrepris sur le plan national et international, on ne peut cependant pas encore constater d'amélioration importante du niveau de vie dans la plupart des pays où ce niveau est peu élevé. En outre, l'écart entre le revenu par habitant des pays sous-développés et des autres pays continue d'augmenter. Tant sur le plan national que sur le plan international, il faut s'appliquer à rechercher tous les moyens d'accélérer le processus de développement économique pour relever les niveaux de vie moyens insuffisants.

2. On a souvent admis qu'un pays ne pouvait atteindre un niveau de vie élevé sans développer considérablement son industrie; que le niveau de vie moyen d'un pays donné était fonction du degré d'industrialisation de ce pays. L'exemple de la Nouvelle-Zélande, pays jeune et en plein développement, ne justifie pas cette hypothèse. En un peu moins d'un siècle de développement économique, la Nouvelle-Zélande a atteint un niveau de vie moyen qui supporte la comparaison avec celui de n'importe quel autre pays. D'après des estimations faites il y a quelques années par l'économiste Colin Clark, les Néo-Zélandais avaient à l'époque un revenu moyen qui était supérieur à celui de tous les autres peuples et égal à 1,3 fois celui des Etats-Unis et à 6 fois celui de l'Union soviétique. Or cette situation ne correspond pas à un haut degré d'industrialisation; l'économie de la Nouvelle-Zélande est fondée sur la

production primaire et son niveau de vie élevé s'explique par le rendement élevé de cette production dans le pays. Le rendement actuel des exploitations agricoles est en grande partie le résultat d'années de recherches et d'études. Des centres agricoles nationaux de recherche et des instituts agricoles ont été créés dès le début du développement de la Nouvelle-Zélande. L'agriculteur néo-zélandais a pu profiter d'un fonds de connaissances hautement techniques et, depuis les années 1940-1945, la production agricole totale s'est accrue en moyenne de près de 2 pour 100 par an, bien que la superficie des terres améliorées et le nombre des personnes employées directement dans l'agriculture n'aient pas augmenté ou presque pas.

3. Des possibilités d'emploi ont été créées dans de nombreuses industries tributaires de l'agriculture. Les revenus retirés par les agriculteurs de la vente de leurs produits sur les marchés mondiaux ont servi, soit directement, soit sous la forme de salaires, à créer des besoins d'autres produits et, pour satisfaire ces besoins, de petites industries ont vu le jour en nombre croissant. En vendant à l'étranger la masse de ses produits agricoles, la Nouvelle-Zélande a pu se procurer la plus grande partie des devises dont elle avait besoin pour acheter les matières premières et l'équipement indispensables aux investissements.

4. Le taux d'accroissement de la population néo-zélandaise — compris entre 2 et 2,5 pour 100 par an pendant ces dernières années — exige l'exécution d'un programme d'investissements considérable comprenant la construction de logements, d'écoles et d'hôpitaux, et d'ouvrages d'infrastructure. Pour la main-d'œuvre nouvelle, il faudra trouver des emplois surtout dans les branches d'activité secondaires et tertiaires. C'est pourquoi la Nouvelle-Zélande a commencé l'exécution d'un programme d'industrialisation très poussée.

5. Heureusement, le rendement des exploitations agricoles néo-zélandaises a permis d'investir rapidement. Le pays a pu consacrer jusqu'à 25 pour 100 du produit national brut à la formation de capital sans consommer moins et sans recevoir de l'étranger ni prêts importants ni aide économique ou autre. Certes il n'a pas été possible d'affecter des ressources accrues aux investissements sans que des difficultés économiques surgissent. Les besoins du secteur privé étaient très supérieurs aux ressources disponibles, notamment dans la construction, et la Nouvelle-Zélande a dû prendre des mesures non pour encourager les investissements, mais pour les limiter.

6. S'ils atteignent près de 25 pour 100 du produit national brut, les investissements sont cependant à peine suffisants pour couvrir les besoins correspondant au taux d'accroissement actuel de la population. La Nouvelle-Zélande n'a donc pas de ressources excédentaires qui lui permettent d'augmenter sa contribution au développement d'autres pays. Elle a même été obligée de compléter ses propres ressources en lançant de nouveau

quelques emprunts à l'étranger pendant ces dernières années.

7. Comme beaucoup de pays sous-développés, la Nouvelle-Zélande doit exporter un petit nombre de produits à destination de marchés étrangers où la demande est souvent instable, ce qui a parfois gêné son développement économique. La Nouvelle-Zélande souhaite aussi diversifier son économie. Il sera possible d'y parvenir grâce au développement rapide des industries manufacturières. Cet objectif sera atteint plus rapidement si l'on s'attache à utiliser des techniques nouvelles. Le produit croissant du commerce d'exportation augmentera les ressources que le pays pourra consacrer à ses investissements, ce qui aura pour effet d'accélérer le processus d'industrialisation.

8. M. Lough reconnaît qu'il est difficile pour des statisticiens de classer les pays de production primaire en voie de développement, tels que la Nouvelle-Zélande, où le revenu par habitant est relativement élevé. Dans la terminologie actuelle, "pays industrialisé" s'entend plutôt d'un pays où le niveau de vie est élevé, tandis qu'un pays en voie de développement est censé avoir un niveau de vie peu élevé.

9. M. Lough ne voudrait nullement sous-estimer l'importance de l'industrialisation pour un pays en voie de développement, en particulier pour les pays sous-développés où le sous-emploi et l'excès de main-d'œuvre créent des difficultés. Néanmoins, le souci exclusif de l'industrialisation risque d'amener certains pays à négliger des occasions d'élever leur niveau de vie et d'augmenter les ressources disponibles pour l'industrialisation en activant la production agricole. A ce sujet, il rappelle les observations présentées à la Commission par M. de Seynes, sous-secrétaire aux affaires économiques et sociales, dans son discours à la 402ème séance.

10. Les savants et les experts agricoles de Nouvelle-Zélande estiment qu'en utilisant pleinement les techniques actuelles, on pourrait presque doubler la production agricole dans de vastes régions du pays. Dans les pays sous-développés, l'accroissement de la productivité agricole se heurte à des difficultés, mais on parviendrait plus rapidement à améliorer les conditions moyennes de vie en s'efforçant d'augmenter la production agricole qu'en s'attachant à l'industrialisation, processus tout aussi important, mais forcément plus lent.

11. Le Gouvernement néo-zélandais reconnaît pleinement la nécessité d'augmenter les apports de capitaux et d'assistance technique dans les pays sous-développés; il aide déjà ces pays en leur fournissant une assistance technique dans le cadre du Programme élargi d'assistance technique et du Plan de Colombo pour la coopération économique et le développement de l'Asie du Sud et du Sud-Est, ainsi que par les subventions qu'il accorde aux pays qui participent au Plan de Colombo pour l'exécution de travaux d'infrastructure. Ces contributions sont importantes au regard des ressources de la Nouvelle-Zélande, ce pays se trouvant lui-même dans une phase de développement économique intensif. Aussi, bien qu'il ne soit pas opposé en principe à l'institution d'un programme d'aide multilatérale sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement néo-zélandais ne pourra pas s'engager à contribuer au Fonds Spécial des Nations Unies pour le développement économique. Les grands pays industriels ne pourront fournir des ressources supplémentaires qu'aux dépens d'une autre activité, comme la fabrication d'armes et l'entretien des forces armées. Malheureusement, les espoirs qu'avait fait naître la réunion des chefs de gouvernement à Genève en 1955 ne se sont pas réalisés.

Si un désarmement sous contrôle international ne devient pas bientôt une réalité, les pays ne pourront apporter de contribution réelle au Fonds spécial qu'en différant leurs propres investissements ou en cédant une partie plus considérable encore de leur production normale.

12. On ne conteste guère la nécessité d'une assistance accrue, mais cela ne suffit pas à persuader les populations des principaux pays industriels d'accepter avec enthousiasme de nouvelles déductions sur leurs gains pour augmenter l'apport d'assistance économique par l'intermédiaire d'une institution multilatérale ni à les convaincre que tous les gouvernements bénéficiaires n'enlèveront pas toute efficacité à leur contribution par des actes qui détruisent la confiance. En continuant à faire planer des menaces de guerre, en se montrant incapables de régler leurs différends politiques, en hypothéquant le produit des exportations futures pour acheter des armes et en s'emparant d'entreprises qui ne peuvent être développées sans l'aide financière de l'extérieur, certains gouvernements font douter qu'ils désirent vraiment améliorer le sort de leurs peuples. Il est évident que ces actes et ces attitudes ne sont pas de nature à encourager l'investissement de capitaux privés dans les pays sous-développés.

13. Selon M. Lough, il serait prématuré, dans la situation politique actuelle, de prendre des mesures — l'élaboration de statuts, par exemple — en vue de l'institution prochaine du Fonds spécial. Des statuts élaborés avant que les principaux pays n'aient décidé s'ils contribueraient au Fonds et sous quelle forme ils le feront pourraient très bien être incompatibles avec le genre de programme multilatéral que ces pays seraient disposés à accepter et risquerait de retarder l'institution d'un véritable programme des Nations Unies. Il est normal que la Commission souhaite élargir le programme d'aide multilatérale, mais il ne faudrait pas qu'elle prenne des mesures pour instituer le Fonds spécial tant qu'un appui suffisant ne sera pas assuré. Lorsque l'Assemblée générale examinera de nouveau la question à sa douzième session, il faut espérer que l'atmosphère politique mondiale permettra d'avancer vraiment vers l'institution d'un programme d'aide multilatérale qui, dans les années à venir, contribuera à élever le niveau de vie des pays sous-développés.

14. M. CARANICAS (Grèce) fait observer que les récents événements politiques ont plus ou moins rejeté au second plan les questions économiques et détourné l'attention de l'écart grandissant entre les niveaux de vie des régions industrialisées et des régions sous-développées. A moins qu'on ne relève ces niveaux dans les pays pauvres, il sera impossible que l'amélioration des conditions économiques se poursuive dans les pays riches. Comme le Secrétaire général l'a dit récemment, le développement économique des pays sous-développés n'est pas seulement nécessaire dans l'intérêt de ces pays mêmes; il est indispensable pour assurer la stabilité économique du monde tout entier.

15. *L'Etude sur l'économie mondiale, 1955 (E/2864)*, indique que, dans les pays industrialisés, y compris les pays à économie planifiée, aussi bien que ceux où l'entreprise est privée, la valeur de la production par habitant et du commerce a dépassé son niveau d'avant guerre. Dans les pays sous-développés, cependant, le problème de la pauvreté des masses est demeuré aussi difficile à résoudre. La croissance économique de ces pays est restée loin derrière celle des pays industrialisés et, comme l'étude le signale, la différence s'est accentuée

du fait de l'accroissement plus rapide de la population dans les pays sous-développés.

16. On s'est demandé si le plein emploi, réalisé de façon remarquable dans la plupart des pays industriels, allait se maintenir ou si le monde allait connaître à nouveau le chômage et la crise des années d'avant guerre. Quelques tendances défavorables apparaissent déjà dans l'économie du monde libre. Tout ralentissement de la production extraordinairement élevée des pays industrialisés de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord pourrait entraîner une baisse soudaine du prix des produits de base dans les pays sous-développés et avoir des conséquences désastreuses sur leur économie.

17. Il est extrêmement difficile de dégager et d'apprécier les principales forces qui influent sur l'économie mondiale et de déterminer leur effet probable sur les situations existantes sur la courbe de l'évolution séculaire. Une période de 10 années se prête bien à l'étude des tendances économiques; celle qui a suivi immédiatement la deuxième guerre mondiale peut se comparer avec les cycles d'avant guerre, car elle a été une période de développement normal plutôt que de reconstruction. Dès 1949, en effet, tant la production agricole que la production industrielle étaient revenues au niveau d'avant guerre.

18. Dans l'ensemble du monde, la production a suivi, pendant les 10 années qui se sont écoulées depuis 1946, un rythme d'accroissement plus rapide qu'au cours de toute autre période décennale ou de période antérieure permettant de dégager des tendances à long terme. Il est probable que les progrès les plus considérables ont été réalisés dans le domaine industriel, mais, grâce à une productivité accrue, la production agricole s'est aussi développée à une allure beaucoup plus rapide qu'elle ne l'avait jamais fait dans le passé. Les échanges internationaux ont également augmenté de façon frappante. Depuis 1948-1949, le volume des échanges mondiaux a augmenté annuellement à un rythme à peu près équivalent à celui de la production industrielle mondiale.

19. En même temps, l'augmentation des taux d'investissement a aidé à améliorer et à développer l'outillage productif et à jeter des fondements solides pour une expansion future. Dans l'ensemble, le plein emploi s'est maintenu malgré une productivité accrue et les pays industriels peuvent profiter pleinement du développement de leur appareil de production. L'inflation n'a pas retardé la croissance économique; la production, les investissements et les prix mondiaux ont résisté à l'épreuve du conflit coréen. Pendant le dernier trimestre de 1956, les prix du marché international n'ont pas subi de façon anormale l'influence des événements politiques. La hausse fiévreuse de certains produits particulièrement sensible s'est résorbée et il semble que ces événements n'auront que peu d'effet sur la tendance générale à une hausse lente des prix mondiaux. La pénurie de pétrole ne causera vraisemblablement qu'un recul temporaire dans les pays de l'Europe occidentale, car les arrivées de combustible en provenance de l'hémisphère occidental, ainsi que d'autres mesures, aideront à maintenir des prix relativement stables et à éviter des répercussions fâcheuses sur l'économie.

20. L'aide économique des Etats-Unis a joué un grand rôle dans la vie de nombreux pays auxquels elle a permis de se relever après la deuxième guerre mondiale et de résoudre leurs problèmes économiques avec une grande souplesse. Depuis 1946, des changements nombreux sont intervenus dans l'économie des pays de

l'Europe occidentale. Entre 1948 et 1955, le volume des exportations européennes a augmenté deux fois plus vite que la production totale.

21. L'Amérique du Nord et l'Europe occidentale occupent toujours une place prédominante dans l'économie mondiale. On estime qu'en 1953, plus de 80 pour 100 de la production industrielle mondiale, y compris la production minière, ont été à l'actif de ces deux régions. En 1954, elles ont exporté ensemble environ 62 pour 100 du total des exportations mondiales. Il est évident que la demande émane surtout des pays industrialisés et que, pendant longtemps encore, de leur prospérité et de leur croissance dépendront celles du reste du monde. Comme l'Europe a besoin de trois fois plus de matières premières importées que les Etats-Unis, il est certain qu'elle joue un rôle au moins aussi grand dans le développement de l'économie mondiale que l'Amérique du Nord.

22. L'interdépendance des diverses régions du monde est un fait indiscutable. Cependant, cela ne signifie pas qu'aujourd'hui les régions sous-développées dépendent aussi complètement qu'autrefois des pays industrialisés. Par exemple, depuis 1946, le rythme de la croissance économique a été plus rapide en Amérique latine qu'en Europe ou qu'aux Etats-Unis. Pendant les années de prospérité qui ont suivi 1920, le taux d'investissement en Amérique latine a été en moyenne de 12,5 pour 100 du produit national brut. Depuis 1947, il a atteint près de 16 pour 100. En même temps, d'après la Commission économique pour l'Amérique latine, l'économie des pays d'Amérique latine s'est rendue beaucoup moins tributaire de celle des autres pays pendant ces 10 dernières années. Le volume des biens de consommation importés a diminué par rapport à la consommation totale. Il en est de même en ce qui concerne les biens d'équipement importés par rapport au montant total des investissements. Si la demande de produits d'exportation des pays d'Amérique latine venait à décroître, la production locale permettrait de mieux satisfaire les besoins locaux que par le passé et l'économie de ces pays serait donc moins vulnérable à toute récession qui se produirait à l'étranger. Il est difficile de trouver des statistiques comparables pour les pays d'Asie, mais on sait que dans l'Inde le taux d'investissement net a régulièrement augmenté ces dernières années. Un accroissement analogue s'est vraisemblablement produit dans d'autres pays de cette région.

23. De l'analyse qui précède, il ressort clairement que dans les régions industrielles, les possibilités de croissance économique et d'augmentation de la demande sont très importantes. L'essor constant de la production, des revenus et de l'emploi traduit la confiance croissante que consommateurs et producteurs ont également en l'avenir. Il n'y a pas eu de recul économique important au cours des 10 dernières années. Cependant, on peut se demander s'il est possible de maintenir le plein emploi et en même temps d'arrêter les poussées inflationnistes et la hausse des prix. L'impression générale est que selon toutes probabilités les poussées inflationnistes persisteront dans les pays industrialisés, et même s'accroîtront encore. Le programme de contrôle des prix adopté le 28 décembre par le Gouvernement des Pays-Bas et la politique monétaire plus rigide suivie par les Etats-Unis et d'autres pays indiquent que les gouvernements ont des difficultés de plus en plus grandes à enrayer les poussées inflationnistes actuelles. Il reste à voir s'ils y parviendront par des méthodes orthodoxes telles que l'augmentation du loyer de l'argent. La tendance de l'économie des Etats-Unis en 1957 sera

d'une importance primordiale non seulement pour le monde occidental mais aussi pour les pays sous-développés. Il existe à présent aux Etats-Unis un dangereux complexe: d'une part, persistance de poussées inflationnistes puissantes et manifestes et, d'autre part, accumulation moins évidente de possibilités de déflation. Le nouveau président du Comité des conseillers économiques du président Eisenhower, M. Raymond Saulnier, a déclaré que, pendant plusieurs années, le problème le plus important qu'auront à résoudre les Etats-Unis sera celui des moyens d'éviter la hausse des prix.

24. Selon l'*Etude sur l'économie mondiale, 1955*, les pays à économie planifiée ont à surmonter de graves difficultés par suite de leur rapide expansion industrielle. Ils s'emploient également à combattre l'inflation et à éviter la hausse des prix. Au cours des 10 dernières années, leur politique a été de faire baisser graduellement le niveau des prix. La circulation fiduciaire a été réduite et bon nombre de prix ont été abaissés; en même temps, des mesures ont été prises en vue de financer l'investissement au moyen d'économies authentiques.

25. Quant aux pays sous-développés, il n'est guère nécessaire d'opposer leur évolution relativement lente de ces dernières années à la prospérité sans précédent qu'ont connue les pays avancés. Malgré les progrès des connaissances techniques, de l'enseignement, de l'immigration et de la formation de capital, la situation des pays sous-développés depuis la fin de la guerre est sans conteste le point noir de l'économie mondiale. Il est vrai que, comme l'a signalé le professeur Jacob Viner à la première conférence de l'Association économique internationale tenue à Monaco en 1950, les pays pauvres sont plus favorisés aujourd'hui que ne l'étaient les pays riches au premier stade de leur industrialisation: ils disposent d'une vaste somme de connaissances scientifiques et techniques qui peuvent faciliter leur développement économique. Mais la mise en commun de l'expérience acquise par les diverses nations ne se fait encore que fort lentement. Le monde en est arrivé à un stade où il est impérieux de procéder à un nouvel examen de la coopération économique internationale.

26. Il convient d'énoncer à nouveau les principes qui régissent l'assistance aux pays sous-développés. Le Conseil économique et social n'est pas simplement chargé de diffuser des études sur les problèmes de l'industrialisation, des prix des produits de base, etc. Peut-être la réalisation la plus importante du Conseil, au cours des 10 dernières années, a-t-elle été de faire comprendre au monde combien la paix et la stabilité sont étroitement liées au progrès économique et social. Dans son analyse pénétrante de la situation économique mondiale, M. de Seynes a dit qu'on n'avait pas su ou pu amorcer un processus cumulatif d'expansion économique, autrement dit encourager le commerce international et le développement économique mondial; c'est là une situation qui appelle une intervention active de l'Organisation des Nations Unies.

27. Les programmes d'assistance technique des institutions spécialisées et l'œuvre du Fonds monétaire international, de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de la Société financière internationale sont certainement d'un grand secours, mais ce dont on a vraiment besoin c'est de ressources financières internationales suffisamment importantes pour édifier l'infrastructure des pays sous-développés. On compte naturellement que les Etats-Unis continueront à jouer un rôle de premier plan dans l'œuvre d'assistance aux pays sous-développés. La nouvelle

selon laquelle le Président des Etats-Unis d'Amérique demandera au Congrès d'étendre le programme d'assistance économique qui est appliqué dans l'une des régions les plus troublées et les moins développées du monde est caractéristique. De nombreux représentants estiment cependant qu'il conviendrait d'utiliser de plus en plus le canal de l'Organisation des Nations Unies. A tort ou à raison, les souvenirs du colonialisme sont encore très présents dans les mémoires et la crainte du communisme reste forte. L'aide économique ne pourra pleinement jouer son rôle d'élément de stabilisation politique dans les pays sous-développés que si une partie au moins en est dispensée par l'intermédiaire d'organisations internationales. Le projet de création d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique semble offrir la dernière chance de mener à bien un effort commun et de réduire l'écart croissant entre le niveau du revenu par habitant dans les pays développés et dans les pays sous-développés. Peut-être la crise politique actuelle amènera-t-elle les gouvernements à se rendre compte des terribles dangers que comporte la situation économique mondiale et de l'urgence qu'il y a à utiliser davantage l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies dans l'œuvre d'assistance aux régions arriérées du monde.

28. M. OMAR (Afghanistan) fait observer que dans les pays sous-développés le progrès économique et social est plus lent que dans les pays économiquement avancés et qu'à en juger par les études de l'Organisation des Nations Unies l'écart entre ces deux groupes de pays ne cesse de grandir. Naturellement, il n'est pas question de chercher à ralentir le progrès des pays plus avancés, puisqu'en fait leur prospérité et leur stabilité sont de la plus haute importance pour les pays sous-développés. Les souffrances, la faim, les besoins, le manque d'abri, qui sont le lot de la plus grande partie de l'humanité, revêtent une gravité critique et la situation devient plus sérieuse et plus menaçante à mesure que les populations s'accroissent à raison de 2 pour 100 par an; pour relever d'autant la productivité, il faudrait pouvoir augmenter les investissements de 8 pour 100; or, dans la plupart des pays d'Asie, l'épargne intérieure est loin d'atteindre ce taux. Ces pays sont donc forcés de faire appel à l'assistance internationale. Le représentant de la France a déclaré qu'assurer le progrès dans les pays sous-développés serait la tâche principale des prochaines dizaines d'années. Cela est vrai, mais la tâche ne s'impose pas avec moins d'urgence aux pays avancés qu'aux pays sous-développés, puisque les fléaux économiques et sociaux, la pauvreté, la misère dans une partie du monde engendrent la peur, les déceptions, et des répercussions défavorables ailleurs. Il est donc indispensable que toutes les nations s'associent pour rompre le cercle vicieux de la pauvreté et de la stagnation économique où sont enfermés les pays sous-développés.

29. Conscients de cette nécessité, la plupart des pays sous-développés ont, depuis la deuxième guerre mondiale, élaboré des plans de développement économique, industriel et social, en s'attachant plus particulièrement à tel ou tel secteur selon leurs ressources et leurs besoins. Comme l'Afghanistan possède un sol fertile ainsi que des ressources minérales et hydrauliques, il a, dans ses plans, tenant compte de ces possibilités, accordé la priorité au développement de l'agriculture — en cherchant notamment à accroître la production des articles d'exportation qui pourraient lui rapporter des devises étrangères — ainsi qu'aux industries extractives, à l'équipement de base et à la production de houille



blanche. Sur les 5 milliards 748 millions d'afghanis (environ 275 millions de dollars) que le gouvernement entend consacrer à son programme de développement au cours des cinq prochaines années, environ 46 pour 100 seraient affectés à la construction de barrages et de canaux et à des mesures propres à accroître la production agricole, 32,3 pour 100 au développement des transports et des communications, 13 pour 100 à l'enseignement et à la santé publique, 5 pour 100 à l'expansion des industries extractives, en particulier à la prospection et à l'exploitation du pétrole, et 14 pour 100 au développement industriel. Les recettes budgétaires courantes couvriraient environ 75 pour 100 du coût total du programme, tandis que les 25 pour 100 restants seraient couverts par des prêts. Outre les recettes provenant des exportations, le montant des crédits supplémentaires en devises indispensables pour exécuter le plan de cinq ans s'élèverait au total à plus de 190 millions de dollars. Les deux tiers des devises étrangères nécessaires ont été empruntés aux Etats-Unis d'Amérique, à l'Union soviétique, à la Tchécoslovaquie et à l'Allemagne occidentale et l'on espère pouvoir obtenir le tiers restant de l'étranger, notamment des institutions financières des Nations Unies.

30. Néanmoins, à l'échelon national de tels programmes ont leurs limites, même s'ils sont élaborés avec le plus grand soin et strictement exécutés et ne sauraient permettre de relever le niveau de vie de la population des pays sous-développés. Tout d'abord, l'économie de la plupart des pays sous-développés repose sur l'exportation d'un nombre limité de matières premières. Or, sur les marchés mondiaux, les prix des matières premières subissent des fluctuations plus violentes que les prix des articles manufacturés. Des études récentes de l'Organisation des Nations Unies montrent qu'en l'espace de quelques années les prix de la graine de lin, du caoutchouc et du coton varient de presque 50 pour 100. Ainsi, les pays sous-développés ne sont jamais en mesure de prévoir, d'une année à l'autre, le montant de leurs rentrées de devises au titre des exportations: l'exécution de leurs plans de développement et les termes de l'échange en pâtissent. On a bien essayé de résoudre ce problème, mais sans parvenir à un résultat tangible, et il faut faire, à cet égard, des efforts plus soutenus. Il faut à la fois sérier les différents aspects du problème — en examinant la situation de chaque produit de base en particulier suivant son ordre d'importance dans les échanges internationaux — et l'étudier dans son ensemble, sur le plan national, aussi bien que sur le plan international. Sur le plan national, il y a lieu de réexaminer la question des entraves à l'importation, des restrictions, des contingents d'importation et des subventions à l'exportation. Sur le plan international, il faut remettre à l'étude les questions des stocks régulateurs, du rapport entre les prix des produits agricoles et ceux des articles manufacturés ainsi que le problème de l'industrialisation des pays sous-développés. La stabilisation des prix mondiaux des produits de base atténuerait dans une large mesure les difficultés que ces pays éprouvent à exécuter leurs programmes de développement.

31. La plupart des pays sous-développés disposent d'une main-d'œuvre nombreuse et de ressources naturelles abondantes; ce sont les capitaux qui leur font défaut. Malgré les mesures prises volontairement ou les règlements imposés pour favoriser l'épargne intérieure de ces pays, celle-ci ne permet pas, pour des raisons évidentes, de répondre aux besoins. Il leur est donc

indispensable de rechercher à l'étranger les capitaux qui leur manquent. Mais, en dépit des facilités et des avantages offerts aux capitalistes étrangers, l'apport de capitaux publics et privés dans les pays sous-développés a été très limité. C'est donc aux pays avancés qu'il appartient maintenant de prendre des mesures pour activer le courant des capitaux. Il reste à savoir quel succès obtiendra, à cet égard, la Société financière internationale. Les prêts octroyés par voie d'accords bilatéraux avec les pays avancés et l'assistance financière à long terme de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement prennent de l'extension, mais ils ne suffisent pas pour répondre aux besoins urgents qui résultent des programmes d'industrialisation des pays sous-développés. Comme le représentant de la Colombie l'a déclaré (402ème séance), la politique suivie par la Banque en matière de prêts est trop restrictive. M. Omar espère qu'elle sera assouplie et que la Banque jouera un rôle plus important dans les pays sous-développés en tant qu'organe de prêt.

32. Les projets concernant l'assistance technique, les conseils, les renseignements sur les différents aspects de l'industrialisation, tels qu'ils ont été exposés par le Secrétaire général, sont d'un secours inestimable pour les pays sous-développés, mais dans la plupart des cas, il faudrait compléter cette aide par la fourniture de biens d'équipement. Il est impossible de créer un hôpital, une usine d'énergie électrique, un institut de recherches, ou d'améliorer la productivité de la main-d'œuvre ou la production industrielle lorsqu'on ne dispose que de plans. Une assistance technique de ce genre est bien plus utile lorsqu'elle s'accompagne d'investissements. Le Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique pourrait jouer à cet égard un rôle appréciable en accordant des subventions ou des prêts à long terme et à faible intérêt qui permettraient de mettre en place l'infrastructure économique et sociale que suppose la mise en œuvre d'un programme de développement. La délégation de l'Afghanistan demande donc instamment que ce fonds soit créé aussitôt que possible, sans attendre de nouveaux progrès vers le désarmement.

33. La proposition du représentant de la France (403ème séance) tendant à la création d'une agence des Nations Unies pour le développement économique mondial qui comprendrait quatre organes — un fonds, un organisme commercial, une institution technique et un bureau de statistique — paraît très intéressante aux pays sous-développés et digne de retenir l'attention. Mais elle sera vaine si l'appui des pays industrialisés ne lui est pas pleinement acquis. La question de l'écoulement des matières premières produites dans les pays bénéficiaires est très complexe; ainsi, bien que la proposition présentée à ce sujet soit acceptable en principe — étant donné qu'elle n'en est qu'au stade embryonnaire — il faudra mettre au point un système viable, acceptable aussi bien pour les pays développés que pour les pays sous-développés, avant d'essayer d'y donner suite. La délégation de l'Afghanistan proposerait de créer, au sein de l'agence, un organe supplémentaire chargé de faire l'examen critique de l'assistance fournie et qui pourrait, le cas échéant, être fondu avec le bureau de statistique.

34. Pour conclure, M. Omar souligne que les pays sous-développés sont tout disposés à importer des marchandises mais que, pour pouvoir importer, il faut qu'ils se développent dans les domaines économique et social; ce développement exige des capitaux. Si on leur fournit

les capitaux indispensables, et si on leur garantit un marché stable pour l'écoulement de leurs produits de base, cette tendance manifeste à importer jouera tout

naturellement, à l'avantage mutuel des pays avancés et des pays économiquement sous-développés.

La séance est levée à 16 h. 50.